

DES HOMMES POUR SURVEILLER DES HOMMES



Les formules idéologiques les plus éculées :

— « L'informatique va réduire les tâches pénibles et répétitives »

— « L'informatique favorise la circulation de l'information », ne faisant plus recette, les constructeurs informatiques investissent un débat autrement plus sérieux : **l'informatique, la sécurité, les libertés.**

Disséminer les risques

IBM comme d'habitude a pris les devants ; son rapport sur la confidentialité est à l'origine des différentes lois « informatique et liberté » adoptées par les parlements des pays de l'OCDE, vers la fin des années 70. Déjà la sécurité et la liberté étaient indissolublement liées. Ainsi le rap-

port TRICOT sur l'informatique et les libertés comportait des considérations largement méconnues sur la vulnérabilité des systèmes informatiques et sur la nécessité de faire appel à « des officiers de sécurité » dans les centres informatiques. Dans le rapport NORA, l'informatique véritable centre nerveux de la société devait se décentraliser, pour disséminer tout à la fois ses risques potentiels pour la liberté et pour la sécurité.

Pour les constructeurs de matériel informatique la loi informatique et liberté avait comme fonction principale, tout en limitant le débat sur les effets sociaux de l'informatisation à l'intérieur de la CNIL (Commission Nationale Informatique et Liberté) de produire un consensus social sur l'informatique en « blanchissant » les projets informatiques les plus sensibles.

Les attentats du CLODO à Toulouse en révé-

logique sont venus brusquement révéler la faiblesse de ce dispositif, ainsi que l'ampleur du débat social généré par l'informatisation (Fichage, chômage, robotisation) et relance simultanément les débats sur la sécurité informatique.

Terrorisme

Au lendemain des attentats de Toulouse une association des utilisateurs du Sud-Ouest publiait dans *Le Monde* un communiqué réaffirmant contre toute critique de l'informatique la mission de « Service » des Informaticiens et le caractère vain de la contestation de l'informatisation dans un pays doté d'une loi informatique et liberté... La firme CII Honeywell-Bull entretenait vis-à-vis de son personnel une véritable psychose pour renforcer ses systèmes de sécurité et déclarait : « Il ne fait pas de doute que notre entreprise est devenue la cible d'éléments marginaux et déséquilibrés, influencés sans doute par une propagande irresponsable sur les "dangers de l'informatique" ».

La caractéristique des débats actuels sur la sécurité est que la surveillance policière a nettement pris le pas sur la prétendue protection des libertés.

Le 26, 27 et 28 janvier dernier a eu lieu à Monaco à l'initiative de CII Honeywell-Bull un séminaire international sur la sécurité et la confidentialité informatique.

Top secret 81

Les moyens de défense contre la fraude informatique, la sécurité du centre informatique et, tels étaient les sujets qui ont réuni 300 spécialistes internationaux... « Les hommes, déclare Jérôme Lobel, directeur de la sécurité à HIS (Honeywell Information System) et principal organisateur de ce séminaire (1), constituent le principal risque. L'ordinateur ne vole pas ce sont les hommes qui volent ». Les responsables informatiques ont, selon lui, à faire face aux problèmes de grèves et du terrorisme, à des problèmes économiques : « le coût d'un système bloqué ou la valeur d'une information volée peuvent être très élevés », mais aussi aux risques liés à la prolifération des terminaux. M. Lobel recommande la mise en place de spécialistes de sécurité informatique, dans les principaux centres névralgiques, la surveillance permanente des activités des systèmes informatiques afin de repérer les fraudes effectuées à partir d'un terminal éloigné, et enfin l'instauration de procédures de sécurité particulièrement rigoureuses.

Pour réaliser cet ambitieux programme, pour surveiller les hommes, M. Lobel a besoin d'autres hommes « Il est difficile et il sera longtemps difficile de trouver les personnes compétentes ».

Après les spécialistes informatiques, les comptables, les officiers de police et les juges, M. Lobel veut former la masse aux problèmes de la sécurité informatique, pour résoudre notamment le difficile problème de l'établissement de la preuve...

En renforçant les dispositifs de sécurité, les constructeurs informatiques font, comme cela été le cas dans le nucléaire, la preuve de leurs visées policière et renforcent par la même les possibilités de dénonciation des effets sociaux négatifs de l'informatisation.

Eric Braine